

1. PREAMBULE

La Plateforme SMARTPREUVE, présentée sur le site internet hébergé à l'adresse <https://smartpreuve.com/> (ci-après « la Plateforme ») est éditée et exploitée par la société LEGALSTORM (ci-après « **LEGALSTORM** » ou « l'Opérateur »), société par actions simplifiées unipersonnelle au capital de 56 000.00 € ayant son siège social sis 1 cours du Havre 75008 PARIS, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 852 274.505 *

La Plateforme Smartpreuve est déclinée sous forme d'une Solution logicielle à destination des Etudes d'huissiers (ci-après la « *Solution* ») et d'une application mobile à destination de leurs Clients potentiels (ci-après « l'*Application* »).

La Solution mise à disposition des Etudes leur permet, à partir d'un tableau de bord, de gérer l'ensemble des Dépôts de photographies et des demandes de Constat qui leur sont adressées par les Clients.

L'Application permet, elle, aux Clients:

- De réaliser des Dépôts de photographies auprès d'Etudes d'Huissiers;
- D'être instantanément mis en relation avec une Etude de son choix afin de faire réaliser un Constat.

TOUTE UTILISATION EFFECTUÉE À QUEL QUE TITRE QUE CE SOIT DE L'APPLICATION IMPLIQUE OBLIGATOIREMENT L'ACCEPTATION SANS RESERVE, PAR L'UTILISATEUR, DES PRÉSENTES CONDITIONS GÉNÉRALES D'UTILISATION (CGU).

2. OBJET

Les présentes Conditions Générales d'Utilisation et de Vente conclues entre l'Opérateur et l'Utilisateur ont pour objet de fixer les droits et obligations respectifs des Parties dans le cadre de l'utilisation de l'Application et de l'ensemble des Services qui y sont proposés.

Elles apportent par ailleurs à l'Utilisateur, de manière claire loyale et transparente, l'ensemble des informations légalement obligatoires.

La vente des Dépôts de photographies par LEGALSTORM au Client est régie par les présentes CGUV.

La demande de Constat auprès d'une Etude donnera, elle, lieu à une mise en relation avec une Etude qui se chargera ensuite de soumettre à l'Utilisateur un devis pour la prestation demandée.

Les Services spécifiquement proposés aux Etudes sont, eux, encadrés par les Conditions Générales de Service.

3. DÉFINITIONS

Les termes, mentionnés ci-dessous, ont dans les présentes Conditions Générales d'Utilisation, la signification suivante:

- « **Application** » : désigne l'application mobile permettant d'avoir accès à la Plateforme Smartpreuve à partir des terminaux sur lesquelles l'Application peut être installée.
- « **Attestation de Dépôt** » : désigne le document remis au Client dès lors qu'une photographie prise et communiquée par l'intermédiaire de l'Application respecte les Critères de conformité. Le Attestation de Dépôt fait apparaître la date et l'heure de prise de vue de la photographie ainsi que les coordonnées géographiques du lieu où était géolocalisé le Terminal ayant pris la photographie au moment de celle-ci.
- « **Clients** » : désigne toute personne physique ou morale accédant à l'Application et procédant à une Commande.
- « **Code Etude** » (ou « **Code Smartpreuve** ») désigne le code personnel fourni à l'Etude que celle-ci communique à ses clients existants afin de leur permettre de faire directement auprès d'elle leurs demandes de Constat ou de Dépôt via l'Application.
- « **Commande** » : désigne indistinctement l'achat d'un Dépôt de photographie(s) ou une demande de Constat.
- « **Compte** » : désigne l'interface dans laquelle est regroupé l'ensemble des données fournies par l'Utilisateur et lui permettant de gérer ses Commandes et de consulter son historique. L'accès au Compte se fait grâce aux Identifiants. Le Compte donne accès, à la Solution pour les Etudes, à l'Application pour les Utilisateurs Clients.
- **Conditions Générales** : désigne les Conditions Générales de Service encadrant la fourniture des Services proposés spécifiquement aux Etudes.
- « **Conditions Générales d'Utilisation et de Vente** » ou « **CGUV** » ou « **Contrat** » : désigne les présentes conditions contractuelles consultables lors de la création du Compte sur l'Application et mises à disposition dans la rubrique FAQ « Conditions Générales », afin d'encadrer l'utilisation de celle-ci par tout Utilisateur et régir la vente de Dépôts.
- « **Constat** » : désigne tout constat d'huissier, entendu comme l'acte établi sous la forme d'un procès-verbal par un huissier de justice, mandaté par une personne physique ou morale aux termes duquel sont formulées des constatations purement matérielles, exclusives de tout avis sur les conséquences de fait ou de droit qui peuvent en résulter.
- « **Critères de conformité** » : désigne les critères qu'une photographie doit impérativement respecter pour pouvoir être validée par un Huissier de justice qui délivrera, le cas échéant, une Attestation de Dépôt.
- « **Dépôt** » : désigne l'envoi sécurisé de photographies réalisées via l'Application à une Etude afin que celle-ci la certifie et adresse, le cas échéant, en contrepartie au Client un Attestation de Dépôt.

- « **Données** » : données de l'Etude et/ou des Clients, échangées et/ou hébergées dans le cadre du Service. Les Données intègrent toutes les informations, photographies, documents et les Attestations de Dépôt . Les Données sont protégées par le secret professionnel, conformément à l'article 226-13 du Code Pénal.
- « **Etude** » : désigne une étude d'huissiers partenaire de l'Application, ayant souscrit aux Services lui permettant notamment d'être référencée sur l'Application.
- « **Hébergeur** » : désigne la société à qui est confiée l'hébergement des photographies et des Attestations de Dépôt des Utilisateurs.. L'Hébergeur est LA SOCIETE DOCAPOSTE ARKHINEO est une société par actions simplifiée au capital de 100.000 euros, immatriculée au RCS de Créteil sous le n° 435 405 923 dont le siège social est situé 45/47 Boulevard Paul Vaillant Couturier 94200 Ivry-sur-Seine.
- « **Identifiants** » : désigne l'élément d'identification de l'Utilisateur et le mot de passe, nécessaires à l'accès à son Compte sur l'Application.
- « **Partie(s)** » : au pluriel désigne ensemble l'Opérateur et l'Utilisateur. Au singulier, désigne l'Opérateur ou l'Utilisateur.
- « **Plateforme** » : désigne toute la Plateforme SmartPreuve, et donc tant la Solution que l'Application.
- « **Services** » : désigne l'ensemble des services proposés par l'Opérateur aux Utilisateurs par l'intermédiaire de l'Application et de la Solution parmi lesquels on retrouve principalement :
 - Pour les Etudes :
 - La mise à disposition d'un Outil de gestion des demandes de Constat ou de Dépôt ;
 - La mise en relation automatique avec des Clients
 - Pour les Clients :
 - La possibilité de réaliser des Dépôts de photographies ;
 - La mise en relation avec une Etude pour la réalisation de Constat(s).
- « **Solution** » : désigne la Solution logicielle accessible depuis le Site, via l'adresse <https://web.smartpreuve.com/bailiff>, mise à disposition des Etudes partenaires, leur permettant de gérer leurs Commandes.
- « **Terminal** » : désigne l'appareil électronique (smartphone, tablette, etc.) sur lequel l'Application est installée.
- « **Utilisateur** » : désigne toute personne physique ou morale qui accède et navigue sur l'Application, qu'elle soit Client, ou simple internaute.

4. ACCEPTATION DES CONDITIONS GÉNÉRALES D'UTILISATION

L'utilisation des fonctionnalités de l'Application et des Services implique l'acceptation des présentes CGUV.

Ainsi, l'Utilisateur s'engage à lire attentivement les CGUV lors de l'accès à l'Application et est invité à les télécharger, les imprimer et à en conserver une copie.

Il est précisé que les présentes CGUV sont consultables lors de la création du Compte sur l'Application et mises à disposition dans la rubrique FAQ « Conditions Générales ».

5. SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES

En utilisant la Plateforme, l'Utilisateur reconnaît disposer des moyens et compétences nécessaires à l'utilisation des fonctionnalités proposées sur la Plateforme

Les équipements nécessaires à l'accès et à l'utilisation de la Plateforme et plus particulièrement de l'Application sont à la charge de l'Utilisateur, de même que les frais de télécommunications éventuellement induits par leur utilisation.

6. RÔLE DE LEGALSTORM

LEGALSTORM intervient à la fois comme l'opérateur de la Plateforme puisqu'il met en relation les Clients avec les Etudes dans le cadre de demandes de Constat et comme vendeur des Dépôts.

6.1 Intervention de LEGALSTORM en tant qu'opérateur de la Plateforme

Dans le cadre de Demandes de Constat, LEGALSTORM agit comme opérateur de plateforme en ligne puisqu'il met alors en relation l'Utilisateur avec une Etude, selon les critères décrits ci-après.

Une fois la mise en relation réalisée, LEGALSTORM n'exerce aucun contrôle sur la commande de Constat qui est entièrement gérée, de manière autonome, par l'Etude. L'Etude est donc seule responsable de soumettre, le cas échéant, un devis, une lettre de mission et une facture au Client. LEGALSTORM n'intervient que comme simple intermédiaire technique ou le cas échéant, comme médiateur.

Les indications sur les tarifs et les modalités d'intervention dans le cadre d'une demande de Constat sont établies par les Etudes.

6.1.1 Obligation générale d'information précontractuelle : loyauté, clarté et transparence

6.1.1.1 Dispositions générales

LEGALSTORM, lorsqu'elle agit comme Opérateur, agit de manière neutre, claire et transparente.

Les éventuels liens capitalistiques ou contractuels entre LEGALSTORM et les Etudes n'ont aucune conséquence sur l'ordre de référencement des Etudes. Toute Etude bénéficiant d'un classement ou d'un référencement préférentiel sera indiquée comme telle sur l'Application de manière à informer loyalement le Client lors de son choix d'Etude.

En l'occurrence, lors d'une Commande de Constat, le Client potentiel peut soit:

- Être mis en relation directement avec l'Etude de son choix, en rentrant dans l'Application son Code Etude ;
- Être mis en relation avec une des Etudes qui, géographiquement, sont les plus proches du lieu de constatation renseigné par le Client. Dans ce cas de figure, le Client est ensuite libre de choisir une Etude parmi toutes celles disponibles. Le seul critère du classement proposé par l'Opérateur est alors la proximité géographique de l'Etude par rapport au lieu de constatation renseigné.

6.2 Intervention de LEGALSTORM en tant que vendeur

Lors d'une Commande de Dépôt, LEGALSTORM agit alors comme vendeur de la prestation de Dépôt, qui est ensuite confiée à:

- L'Etude partenaire la plus proche géographiquement du lieu où le terminal du Client a été géolocalisé au moment de la prise des clichés.
- L'Etude choisie par le Client si ce dernier a renseigné le Code Etude.

Dès lors, la Commande de Dépôt est régie par les présentes Conditions Générales d'Utilisation et de Vente (CGUV).

7. CONDITIONS D'ACCES ET D'INSCRIPTION

L'utilisateur souhaitant souscrire aux Services proposés est invité à suivre les étapes décrites ci-après:

7.1 Inscription en tant que Etude

Pour pouvoir bénéficier de la Solution et être référencée sur l'Application, l'Etude candidate est invitée à demander son inscription à partir de cette adresse :

<https://web.smartpreuve.com/bailiff/contact>

L'inscription et les relations contractuelles entre l'Opérateur et l'Etude souhaitant proposer ses Services sur l'Application sont régies par les Conditions Générales de Service qui lui seront transmises au cours du processus d'inscription.

7.2 Inscription en tant qu'Utilisateur Client

Toute personne souhaitant avoir un accès à l'ensemble des fonctionnalités proposées par l'Application devra préalablement se créer un Compte.

L'inscription sur l'Application en tant qu'Utilisateur est gratuite.

Pour créer son Compte, l'Utilisateur est invité à fournir l'ensemble des informations requises et à créer ses Identifiants.

Dans le cadre des paiements en ligne sur la Plateforme, l'Opérateur utilise la solution de paiement Stripe qui nécessite la collecte de votre numéro de téléphone et l'information s'assurant que l'application est installée sur votre terminal dans le but d'assurer la bonne réalisation et la sécurisation des transactions.

L'Utilisateur s'engage à fournir à l'Opérateur des données exactes, loyales et à jour, qui ne portent pas atteinte, à quelque titre que ce soit, aux droits des tiers et à communiquer à l'Opérateur toute mise à jour nécessaire des données communiquées lors de son inscription.

Enfin, l'Utilisateur devra valider les présentes CGUV avant de finaliser son inscription.

L'Utilisateur s'engage à ne créer qu'un seul et unique Compte sur l'Application. LEGALSTORM décline toute responsabilité quant aux conséquences dommageables que pourrait avoir l'utilisation de Comptes multiples pour un seul Utilisateur.

L'Utilisateur est entièrement responsable de l'exactitude et de la mise à jour des données communiquées dans le cadre de l'ouverture et de la gestion de son Compte.

7.2.1 Désinscription du Client

L'Utilisateur Client peut à tout moment fermer son Compte en adressant un courriel à l'adresse suivante : contact@smartpreuve.com.

L'Opérateur procédera dans les meilleurs délais à une désactivation du Compte et adressera au Client un courriel lui confirmant la clôture de son Compte.

7.3 Dispositions communes à tous les Utilisateurs

7.3.1 Identifiants

L'Utilisateur sera seul responsable de l'utilisation de ses Identifiants ou des actions faites par l'intermédiaire de son Compte.

Dans le cas où un Utilisateur divulguerait ou utiliserait ses Identifiants de façon contraire à leur destination, l'Opérateur pourra alors suspendre le Compte.

En aucun cas, l'Opérateur ne saurait être tenu responsable en cas d'usurpation de l'identité d'un Utilisateur, Etude comme Client. Tout accès et action effectué à partir du Compte d'un Utilisateur sera présumé être effectué par cet utilisateur, dans la mesure où l'Opérateur n'a pas pour obligation et ne dispose pas des moyens techniques lui permettant de s'assurer de l'identité des personnes accédant à la Solution ou à l'Application à partir d'un Compte. L'Etude se porte fort donc du respect des présentes par tous ses employés, partenaires, mandataires et représentant utilisant la Solution avec ses Identifiants.

Toute perte, détournement, ou utilisation non autorisée des Identifiants d'un Utilisateur et leurs conséquences relèvent de la seule responsabilité de l'Utilisateur, ce dernier étant tenu d'en avvertir l'Opérateur, sans délai, par courriel adressé à l'adresse suivante : contact@smartpreuve.com

8. SERVICES

Seuls les Services proposés aux utilisateurs Clients seront décrits ici, les Services proposés aux Etudes étant décrits dans les Conditions Générales de Service.

8.1 Dépôts de photographies

Pour réaliser un Dépôt et recevoir une Attestation de Dépôt, le Client devra prendre une photographie via l'Application, aucun import de photographie depuis la mémoire de son Terminal n'étant acceptée pour garantir l'intégrité de la photographie déposée.

Une fois la photographie prise, le Client pourra ajouter un titre et une description puis l'envoyer à LEGALSTORM, qui se chargera alors de la soumettre à une Etude.

Si le Client, lors de sa Commande, a renseigné le Code Etude d'une Etude de son choix, sa demande sera directement adressée à cette dernière.

Si la photographie est acceptée par l'Etude au regard des Critères de conformité, une Attestation de Dépôt est alors envoyée au Client, sur la boîte mail renseignée lors de son inscription, dans les vingt quatre (24) heures suivant l'envoi de la photographie.

La Photographie sera ensuite elle sauvegardée sur un coffre-fort numérique, sous une forme horodatée et géolocalisée, pour permettre au Client de l'utiliser comme début de

preuve par écrit. Il est expressément rappelé au Client qu'une photographie ayant fait l'objet d'un Dépôt pourra donc avoir valeur de preuve dans le cadre d'une procédure judiciaire.

8.1.1 Critères de conformité

Pour pouvoir être validée par l'Etude et donner lieu à la communication d'une Attestation de Dépôt, la photographie soumise par l'intermédiaire de l'Application devra impérativement respecter les critères suivants:

- Etre techniquement exploitable
- Ne pas avoir fait l'objet d'un import depuis le Terminal utilisé par l'Utilisateur Client
- Ne pas être floue
- Etre centrée sur l'objet ou la situation à constater
- Ne pas être sur ou sous exposée, afin d'optimiser sa lisibilité
- Respecter les présentes CGUV et plus particulièrement l'article 10.1

Toute photographie ne respectant pas les Critères de conformité sera rejetée par l'Etude et ne pourra donner lieu à la communication d'une Attestation de Dépôt. Le rejet d'une photographie par l'Etude ne pourra donner lieu à aucun remboursement de la part de LEGALSTORM, ce que le Client accepte expressément.

8.1.2 Hébergement des photographies ayant fait l'objet d'un Dépôt

Toute Photographie ayant fait l'objet d'un Dépôt sera hébergée par LEGALSTORM, sur un coffre-fort numérique, via son Hébergeur partenaire,

L'Hébergeur s'est engagé auprès de LEGALSTORM à mettre en œuvre et à maintenir des procédures, tant physiques qu'informatiques, et des mesures de sécurité qui garantissent la protection des données contre les risques de destruction, de perte d'Intégrité ou d'atteinte à la confidentialité.

Ces procédures permettent d'assurer qu'un document électronique reçu par LEGALSTORM est archivé dans son format d'origine et qu'il sera conservé en vue de sa consultation, ainsi que de son éventuelle restitution sans être altéré.

Ce service est assuré par l'Hébergeur en conformité avec la norme AFNOR NF Z 42-013.

L'Hébergeur a fait l'objet d'une certification NF 461 - Système d'Archivage Electronique en date du 05/02/2019 sous le n° 70331.4 ; cette dernière visant à certifier la conformité d'un Système d'Archivage Electronique aux normes AFNOR NF Z 42-013 et ISO 14641-1.

8.1.3 Attestation de Dépôt

Toute photographie ayant fait l'objet d'un Dépôt et respectant les Critères de conformité donnera lieu à la communication d'une Attestation de Dépôt.

La livraison au Client de l'Attestation de Dépôt de documents photographiques consécutive à la validation dudit dépôt par une Etude est assurée par courrier électronique envoyé à l'adresse électronique renseignée par le Client lors de la création de son Compte sur l'Application à l'exclusion de toute autre.

LEGALSTORM ne saurait être tenue responsable si la communication ne peut être effectuée à cette adresse électronique parce qu'elle est volontairement ou involontairement inexacte, erronée ou périmée, ou encore que la messagerie du Client est pleine ou saturée, ou qu'elle dirige le courrier électronique de LEGALSTORM vers les courriers indésirables. Il appartient au Client de s'assurer des conditions de bonne réception des courriers électroniques de LEGALSTORM, notamment en inscrivant l'adresse électronique contact@smartpreuve.com dans ses contacts et/ou en vérifiant les courriers indésirables reçus. Il ne pourra en aucun cas être procédé au renvoi d'une Attestation de Dépôt.

8.1.4 Utilisation des photographies ayant fait l'objet d'un Dépôt

Le Client pourra à tout moment accéder à ses photographies ayant fait l'objet d'un Dépôt en se connectant à son compte sur l'Application et en se rendant dans la rubrique « Dossiers ». Dans l'historique de ses demandes il devra ouvrir le dossier concerné et pourra visualiser les photographies déposées et les Attestations de Dépôt correspondantes.

Toute photographie ayant fait l'objet d'un Dépôt sera conservée, accompagnée d'une Attestation de Dépôt horodatée et faisant apparaître les coordonnées GPS de la localisation du Terminal au moment de l'envoi des photographies.

8.2 Mise en relation avec une Etude pour la réalisation d'un Constat

Ce service consiste en la mise en relation avec une liste d'Etude correspondant à la demande du Client et pouvant réaliser le Constat. Le Client pourra ensuite échanger par une messagerie sécurisée avec l'Etude de son choix puis valider, le cas échéant, sa demande auprès de l'Etude. L'Opérateur ne sera en aucun cas destinataire des correspondances compte tenu de leur confidentialité.

Le Client pourra enfin confirmer sa Commande de Constat, valant, le cas échéant, acceptation des modalités commerciales proposées par l'Etude.

Le Client et l'Etude contractualiseront et réaliseront ensuite le paiement en dehors de la Plateforme. La remise du procès-verbal de Constat aura aussi lieu en dehors de la Plateforme.

9. COMMANDES

Lors d'une Commande, l'Utilisateur doit avant tout sélectionner l'un ou l'autre des Services proposés sur l'Application. En fonction de son choix (Dépôt ou Constat), le tunnel de souscription proposé sera différent.

Si le Client souhaite que le Dépôt de photographies ou le Constat soit réalisé par une Etude particulière, il a la possibilité d'entrer dans les paramètres de son Compte le Code Etude que l'Etude lui aura préalablement fourni.

9.1 Commandes de Dépôts

L'Utilisateur doit ouvrir l'Application et s'y connecter avec ses Identifiants.

Il doit ensuite sélectionner « *Je dépose des photos* » puis prendre ses clichés, exclusivement au moyen de l'Application. Il ne peut pas importer une photo en provenance de son Terminal, que ce soit d'un dossier, d'Internet ni de quelque source que ce soit. Quand ses prises de vues lui conviennent le Client les valide, prend connaissance du tarif qui s'inscrit à l'écran, puis remplit les champs « Titre » et « Description ».

Il doit ensuite cocher la case « Je certifie que les informations transmises sont exactes » puis cliquer sur le bouton « Déposer » qui rappelle le tarif TTC et HT.

Il lui est possible d'utiliser la fonction « annuler » ou la fonction « retour en arrière ».

Le Client prendra le nombre de photographies de son choix, le prix de chaque Dépôt étant alors indiqué en temps réel.

Une fois que le Client aura validé, le contenu du panier s'affichera à son attention sous la forme d'un formulaire en ligne complété automatiquement et récapitulant le prix, les taxes applicables et, le cas échéant, les frais applicables.

Le Client est invité à vérifier le contenu de sa commande avant de valider son contenu

9.1.1 Accusé de réception

Une fois que toutes les étapes décrites ci-dessus sont complétées, une page apparaît sur l'Application afin d'accuser réception de la commande du Client:

- Si le Client qui clique sur le bouton « Déposer » est un professionnel, la mention « Dossier déposé » apparaît à l'écran.

- Si le Client qui clique sur le bouton « Déposer » est un consommateur, il doit entrer ses coordonnées bancaires et valider son paiement. La mention « Dossier déposé » apparaît ensuite à l'écran.

9.1.2 Facturation

Lors de la création de son Compte, le Client devra saisir les informations nécessaires à la facturation (le signe (*)) indiquera les champs obligatoires devant être remplis pour que la commande du Client soit traitée).

Si le Client est un professionnel, une facture mensuelle globale sera adressée au Client professionnel au début du mois pour la période couvrant le mois précédent.

Si le Client est un consommateur, dès que le paiement est validé par la banque, une facture est disponible sur le Compte du Client sur l'Application.

9.1.3 Prix

Pour tous les Dépôts, le Client trouvera sur l'Application des prix affichés en euros toutes taxes comprises et en hors taxe.

Les prix incluent en particulier la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) au taux en vigueur à la date de commande.

Les prix indiqués sont valables, sauf erreur grossière. Le prix applicable est celui indiqué sur l'Application à la date à laquelle la commande est passée par le Client.

9.1.4 Droit de rétractation (Client consommateur)

En vertu de l'article L. 221-28 du Code de la consommation, le Client ayant la qualité de consommateur non professionnel reconnaît expressément qu'il ne dispose d'aucun droit de rétractation sur l'achat des Dépôts de photographies, dans la mesure où il s'agit de la fourniture d'un service pleinement exécuté avant la fin du délai de rétractation.

9.1.5 Moyens de paiement

Le Client consommateur doit payer en ligne sa Commande de Dépôt en carte bancaire.

Le Client professionnel devra lui régler la facture envoyée par LEGALSTORM, suivant les modalités et conditions indiquées sur celle-ci, avec le moyen de paiement de son choix.

Le Client garantit à LEGALSTORM qu'il détient toutes les autorisations requises pour utiliser le moyen de paiement choisi.

LEGALSTORM prendra toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité et la confidentialité des données transmises en ligne dans le cadre du paiement en ligne.

Il est à ce titre précisé que toutes les informations relatives au paiement fournies via l'Application sont transmises à la banque de LEGALSTORM et ne sont pas traitées via l'Application.

Dans le cadre des paiements en ligne sur la Plateforme, l'Opérateur utilise la solution de paiement Stripe qui nécessite la collecte de votre numéro de téléphone et l'information s'assurant que l'application est installée sur votre terminal dans le but d'assurer la bonne réalisation et la sécurisation des transactions.

9.1.6 Date de paiement

En cas de paiement par carte de crédit, le compte du Client sera débité dès la Commande passée via l'Application.

9.1.7 Retard ou refus de paiement

- **Clients consommateurs**

Si la banque refuse de débiter une carte ou autre moyen de paiement, le Client devra contacter le Service Client de LEGALSTORM afin de payer la commande par tout autre moyen de paiement valable.

Dans l'hypothèse où, pour quelle que raison que ce soit, opposition, refus ou autre, la transmission du flux d'argent dû par le Client s'avèrerait impossible, la commande serait annulée et la vente automatiquement résiliée.

- **Clients professionnels**

Le Client professionnel devra régler la facture envoyée par LEGALSTORM, suivant les modalités et conditions indiquées sur celle-ci, avec le moyen de paiement de son choix. A défaut de mentions contraires, les factures sont payables sans délai, à la réception de la facture, laquelle est adressée à la fin du mois, en répertoriant toutes les Commandes passées au cours du mois écoulé.

En cas de défaut ou de retard de paiement, LEGALSTORM applique des pénalités de retard calculées de la façon suivante:

*Pénalités de retard = (montant TTC de la facture * TAUX LEGAL APPLICABLE POUR LE SEMESTRE) * (nombre de jours de retard dans le semestre / 365)*

Le TAUX LEGAL APPLICABLE s'entend du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage.

Les pénalités de retard sont exigibles le jour suivant la date de règlement figurant sur la facture sans qu'un rappel soit nécessaire. Tout Client en situation de retard de paiement est de plein droit débiteur, à l'égard de LEGALSTORM, d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros. Lorsque des frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, LEGALSTORM pourra demander une indemnisation complémentaire, sur justification.

9.2 Commandes de Constats

Le Client doit ouvrir l'Application et s'y connecter grâce à ses Identifiants.

Il doit ensuite sélectionner un motif de constat avant de sélectionner la disponibilité de l'Etude souhaitée:

- soit « Immédiate » pour réaliser un Constat dès que possible,
- soit sur rendez vous, pour convenir d'un rendez-vous ultérieur.

Une liste d'Etudes disponibles situées à proximité du lieu où le constat doit avoir lieu est proposée au Client. Le Client choisit l'une d'entre elles et clique sur celle de son choix avant de vérifier le récapitulatif de sa demande puis de valider sa Commande.

Grâce à une messagerie intégrée à l'Application le Client peut dialoguer avec l'Etude envisagée. L'Etude confirme la date de rendez-vous demandée ou en propose une autre et indique son estimation du coût de son intervention.

Quand le Client et l'Etude trouvent un accord sur la date et le prix, le Client quitte la messagerie intégrée et confirme le rendez vous via l'Application.

En l'absence de réponse de l'Etude à sa demande de Constat, ou dans le cas où aucun accord de date ou de tarif n'est trouvé, le Client peut choisir de ne pas donner suite à sa demande.

Le Client et l'Etude se chargeront ensuite de contractualiser et de procéder au règlement en dehors de la Plateforme. Dès lors, LEGALSTORM ne pourra être tenue responsable de la réalisation du Constat.

10. OBLIGATION DES PARTIES

Tout Utilisateur, incluant les préposés, employés et autres représentants des Etudes s'engagent à respecter scrupuleusement les présentes CGUV.

Les Etudes s'engagent à respecter les CGS régissant la mise à disposition de la Solution et la fourniture des Services par LEGALSTORM.

10.1 Obligations des Utilisateurs

Dans le cadre de l'utilisation de l'Application, chaque Utilisateur Client s'engage à ne pas porter atteinte à l'ordre public et à se conformer aux lois et règlements en vigueur, à respecter les droits des tiers et les dispositions des présentes CGUV.

Plus particulièrement, dans le cadre d'une demande de Dépôt, l'Utilisateur Client s'engage à ne pas soumettre de photographies:

- Contraires aux lois en vigueur ou aux bonnes mœurs;
- Contenant un caractère sexuel, pédophile, pornographique, pédopornographique ou de simple nudité;
- Contraires aux Critères de conformité;
- potentiellement déloyal, préjudiciable, anti-commercial ou nuisible à l'égard de l'Editeur, de l'Application, de tout autre Inscrit et/ou de tout tiers;
- portant atteinte aux droits d'auteurs, brevets, marques, dessins et modèles, secrets de fabrication, ou à tout autre droit de propriété intellectuelle et/ou à la vie privée des tiers;
- susceptible d'être qualifiée d'infraction pénale;
- susceptible de pénétrer ou d'altérer tout système d'information ou d'intercepter clandestinement toutes données ou informations;
- engageant ou susceptible d'engager la responsabilité de l'Opérateur ou ayant pour conséquence la perte du bénéfice de tout ou partie des services des prestataires de l'Opérateur et notamment de ses prestataires de services Internet, prestataires de paiement et/ou de son Hébergeur.

De manière plus générale, chaque Utilisateur a pour obligation de:

- Se comporter de façon loyale et licite à l'égard de l'Opérateur et des Etudes;
- Être honnête et sincère dans les informations fournies à l'Opérateur et, le cas échéant aux Etudes;
- Utiliser l'Application conformément à son objet tel que décrit dans les présentes CGUV;
- Ne pas détourner la finalité de l'Application pour commettre des crimes, délits ou contraventions réprimés par le Code pénal ou par toute autre loi;

- Ne pas réaliser d'extraction substantielle ou répétée du contenu de l'Application en portant atteinte aux droits de producteur de base de données de l'Opérateur;
- Respecter la vie privée des tiers et la confidentialité des échanges;
- Respecter les droits de propriété intellectuelle de l'Opérateur portant sur les éléments de l'Application et le cas échéant, les droits de propriété intellectuelle des autres Utilisateurs;
- Ne pas chercher à porter atteinte au sens des articles 323-1 et suivants du Code pénal aux systèmes de traitements automatisés de données mis en œuvre sur l'Application, notamment par l'intermédiaire de pratiques telles que le *scrapping*;
- Ne pas utiliser l'Application pour envoyer massivement des messages non sollicités (publicitaires ou autres);
- Ne pas diffuser des données ayant pour effet de diminuer, de désorganiser, de ralentir ou d'interrompre le fonctionnement normal de l'Application.

10.2 Obligations de l'Opérateur

L'obligation générale de l'Opérateur est une obligation de moyens. Il ne pèse sur l'Opérateur aucune obligation de résultat ou de moyens renforcée d'aucune sorte.

L'Opérateur s'engage à mettre tous les moyens en œuvre pour assurer une continuité d'accès et d'utilisation de l'Application 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24.

L'Opérateur attire toutefois l'attention des Utilisateurs sur le fait que les protocoles actuels de communication via Internet ne permettent pas d'assurer de manière certaine et continue la transmission des échanges électroniques (messages, documents, identité de l'émetteur ou du destinataire).

Par ailleurs, conformément aux dispositions des articles L.111-7 et suivants du Code de la consommation, en tant qu'opérateur de plateforme en ligne, l'Opérateur s'engage à apporter une information claire transparente et loyale sur les modalités de son intervention.

11. RESPONSABILITE

11.1 Principes généraux

L'Opérateur décline toute responsabilité notamment:

- En cas d'impossibilité d'accéder temporairement à la Plateforme pour des opérations de maintenance technique ou d'actualisation des informations publiées. Les Utilisateurs reconnaissent que la responsabilité de l'Opérateur ne saurait être engagée en cas de dysfonctionnements ou d'interruptions desdits réseaux de transmission;
- En cas d'attaques virales, intrusion illicite dans un système de traitement automatisé de données;

- En cas d'utilisation anormale ou d'une exploitation illicite de la Plateforme par un Utilisateur ou un tiers;
- En cas de non-respect des présentes CGUV imputable aux Utilisateurs;
- En cas de cause étrangère non imputable à l'Opérateur;
- En cas d'agissement illicite d'une Etude, ou d'inexécution contractuelle dont une Etude se serait rendue coupable dans le cadre de la vente d'un Constat;
- En cas de refus d'une photographie ne respectant pas les Critères de conformité et qui ne donnerait donc pas lieu à remboursement;
- En cas de non réception d'une Attestation de Dépôt sur l'adresse renseignée via l'Application.

En cas d'utilisation anormale ou d'une exploitation illicite de l'Application, l'Utilisateur est alors seul responsable des dommages causés aux tiers et des conséquences des réclamations ou actions qui pourraient en découler.

11.2 Statut d'hébergeur

Les Utilisateurs reconnaissent que s'agissant des contenus importés par les Etudes sur la Plateforme, l'Opérateur a la qualité d'hébergeur au sens de l'article 6 I 2° de la loi du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique dite LCEN.

A ce titre, l'Opérateur se réserve la possibilité de retirer tout contenu qui lui aura été signalé et qu'il considèrera comme manifestement illicite au sens de l'article 6 I 2° de la LCEN.

La notification des contenus manifestement illicites par un Utilisateur ou tout autre tiers doit se faire par courrier électronique à l'adresse : contact@smartpreuve.com ou par courrier en recommandé avec avis de réception à : LEGAL STORM / SMARTPREUVE 1 cours du Havre 75008 PARIS

Conformément à l'article 6 I 5° de la LCEN, la notification, pour être valide, doit reprendre les éléments suivants:

- La date de la notification;
- Si le notifiant est une personne physique : ses nom, prénoms, profession, domicile, nationalité, date et lieu de naissance; si le requérant est une personne morale : sa forme, sa dénomination, son siège social et l'organe qui la représente légalement;
- Les nom et domicile du destinataire ou, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination et son siège social;
- La description des faits litigieux et leur localisation précise;
- Les motifs pour lesquels le contenu doit être retiré, comprenant la mention des dispositions légales et des justifications de faits;
- La copie de la correspondance adressée à l'auteur ou à l'éditeur des informations ou activités litigieuses demandant leur interruption, leur retrait ou leur modification, ou la justification de ce que l'auteur ou l'éditeur n'a pu être contacté.

11.3 Litiges entre Clients et Etudes

Tout litige survenant entre un Client et une Etude devra être traité entre eux, l'Etude restant seule responsable de l'exécution la Commande de Constat réalisée via l'Application.

Pour toute réclamation formulée par un Client, l'Etude concerné en sera informé par l'Opérateur.

En tout état de cause, l'Etude s'engage à répondre à cette réclamation dans les meilleurs délais.

Soucieux de l'image de sa Plateforme, l'Opérateur invite l'Etude à faire ses meilleurs efforts pour résoudre amiablement tout litige l'opposant au Client.

Il est néanmoins précisé que le Client et l'Etude pourront saisir l'Opérateur en tant que médiateur, conformément aux modalités indiquées sur l'Application.

12. FORCE MAJEURE

La responsabilité de l'Opérateur ne pourra pas être mise en œuvre si la non-exécution ou le retard dans l'exécution de l'une de ses obligations décrites dans les présentes CGUV découle d'un cas de force majeure.

Il y a force majeure en matière contractuelle lorsqu'un évènement échappant au contrôle du de la Partie défaillante, qui ne pouvait être raisonnablement prévu lors de la conclusion du contrat et dont les effets ne peuvent être évités par des mesures appropriées, empêche l'exécution de son obligation par cette Partie.

Si l'empêchement est temporaire, l'exécution de l'obligation est suspendue à moins que le retard qui en résulterait ne justifie la résolution du contrat. Si l'empêchement est définitif, le contrat est résolu de plein droit et les parties sont libérées de leurs obligations dans les conditions prévues aux articles 1351 et 1351-1 du Code civil.

En cas de survenance d'un des évènements susvisés, LEGALSTORM s'efforcera d'informer l'Utilisateur dès que possible.

13. PROPRIETE INTELLECTUELLE

13.1 Titularité des droits de propriété intellectuelle des photographies objet des demandes de Dépôt

Les Clients autorisent expressément LEGALSTORM à transmettre leurs photographie à toute Etude de leur choix afin d'obtenir une Attestation de Dépôt.

Les Clients garantissent être titulaires de l'ensemble des droits nécessaires au Dépôt des photographies et que ces dernières ne contrefont en aucun cas les droits de propriété intellectuelle d'un tiers.

13.2 Titularité des droits de propriété intellectuelle de l'Opérateur

L'Utilisateur reconnaît les droits de propriété intellectuelle de l'Opérateur sur l'Application, ses composantes et les contenus y afférent et renonce à contester ces droits sous quelle que forme que ce soit.

Les marques, logos, slogans, graphismes, photographies, animations, vidéos, solutions logicielles et textes et tout autre contenu sur l'Application, **à l'exception des Contenus publiés par les Etudes et les Clients**, sont la propriété intellectuelle exclusive de l'Opérateur et ne peuvent être reproduits, utilisés ou représentés sans autorisation expresse sous peine de poursuites judiciaires.

Toute représentation ou reproduction, totale ou partielle, de l'Application et de son contenu, par quel que procédé que ce soit, sans l'autorisation préalable expresse de l'Opérateur, est interdite et constituera une contrefaçon sanctionnée par les dispositions du Code de la Propriété Intellectuelle.

En particulier, l'Opérateur interdit expressément:

- L'extraction, par transfert permanent ou temporaire de la totalité ou d'une partie qualitativement ou quantitativement substantielle du contenu de sa base de données sur un autre support, par tout moyen et sous quelque forme que ce soit;
- La réutilisation, par la mise à la disposition du public de la totalité ou d'une partie qualitativement ou quantitativement substantielle du contenu de la base, quelle qu'en soit la forme;
- La reproduction, l'extraction ou la réutilisation, par tout moyen, y compris les méthodes assimilables au *scraping* des contenus (photographies, description etc...) publiés par l'Opérateur ou par une Etude.

L'acceptation des présentes CGUV vaut reconnaissance par les Utilisateurs des droits de propriété intellectuelle de l'Opérateur et engagement à les respecter.

L'Opérateur accorde une licence personnelle, non-exclusive et non cessible aux Utilisateurs les autorisant à utiliser l'Application et les informations qu'elle contient conformément aux présentes CGUV.

Toute autre exploitation de l'Application et de son contenu est exclue du domaine de la présente licence et ne pourra être effectuée sans l'autorisation préalable expresse de l'Opérateur.

14. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Tout consommateur a la possibilité de s'inscrire gratuitement sur la liste d'opposition au démarchage téléphonique BLOCTEL <https://conso.bloctel.fr/index.php/inscription.php>. Conformément à la loi n° 2020-901 du 24 juillet 2020 visant à encadrer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux, tout professionnel se réserve le droit de démarcher un consommateur inscrit sur la liste d'opposition au démarchage téléphonique lorsqu'il s'agit de sollicitations intervenant dans le cadre de l'exécution d'un contrat en cours et ayant un rapport avec l'objet dudit contrat, y compris lorsqu'il s'agit de proposer au consommateur des produits ou services afférents ou complémentaires à l'objet du contrat en cours ou de nature à améliorer ses performances ou sa qualité.

14.1 Concernant les traitements réalisés par l'Opérateur

Dans le cadre de l'exploitation de l'Application, l'Opérateur est susceptible de collecter des données à caractère personnel en tant que responsable de traitement.

Ces données sont nécessaires à la gestion de l'Application, à la fourniture des Services et à la mise en relation avec l'Etude, et si l'Utilisateur a expressément choisi cette option, lui envoyer des newsletters, sauf s'il ne souhaite plus recevoir de telles communications de la part de l'Opérateur. Ces données seront conservées confidentiellement par l'Opérateur pour les besoins du Contrat, de son exécution et dans le respect de la loi, pendant une durée de 3 ans à compter de la fin de la relation commerciale si vous êtes client ou à compter de votre dernier contact si vous n'êtes pas encore client.

Les données peuvent être communiquées en tout ou partie aux prestataires de services de l'Opérateur.

Dans le cadre des paiements en ligne sur la Plateforme, l'Opérateur utilise la solution de paiement Stripe qui nécessite la collecte de votre numéro de téléphone et l'information s'assurant que l'application est installée sur votre terminal dans le but d'assurer la bonne réalisation et la sécurisation des transactions.

A ce titre, l'Utilisateur est invité à la consulter la Politique de confidentialité de l'Opérateur accessible depuis la page mentions légales du Site, et qui lui donnera l'ensemble des informations relatives à la protection des données à caractère personnel et aux traitements effectués via la Plateforme.

Conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés modifiée et au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (Règlement général sur la protection des données dit RGPD), l'Opérateur assure la mise en œuvre des droits des personnes concernées.

Il est rappelé que l'Utilisateur dont les données à caractère personnel sont traitées bénéficie des droits d'accès, de rectification, de mise à jour, de portabilité et d'effacement des informations qui le concernent, ainsi qu'un droit à la limitation du traitement conformément aux articles 49,50,51,53 et 55 de la Loi Informatique et Libertés et aux dispositions des articles 15, 16, 17 et 18 du Règlement Général européen sur la Protection des Personnes (RGPD).

Conformément aux dispositions de l'article 56 de la Loi Informatique et Libertés et à l'article 21 du RGPD, l'Utilisateur peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement des données le concernant, sans motif et sans frais.

L'Utilisateur peut également définir le sort de ses données après sa mort et choisir que l'Opérateur communique ou non ses données à un tiers que l'Utilisateur aura préalablement désigné.

L'Utilisateur peut exercer ses droits en adressant un courrier électronique à l'adresse : contact@smartpreuve.com ou en envoyant un courrier à LEGAL STORM / SMARTPREUVE 1 cours du Havre 75008 PARIS. Enfin, l'Utilisateur peut également introduire une réclamation auprès des autorités de contrôle et notamment de la CNIL (<https://www.cnil.fr/fr/plaintes>).

14.2 Concernant les traitements réalisés par les Etudes

L'Etude peut être amenée, en tant que responsable de traitement, à collecter et traiter les données à caractère personnel des Clients ayant passé Commande auprès d'elle à partir de l'Application pour les seuls besoins de l'exécution de la Commande concernée, de la livraison ou dans le cadre du service-après-vente.

Elle pourra également conserver les données des Clients afin de répondre à ses obligations légales, notamment fiscales et comptables, ou pour gérer les éventuels litiges avec ces Clients. Conformément à la réglementation, au-delà de la durée nécessaire, l'Etude procédera à la suppression des données personnelles des Clients.

L'Etude garantit qu'elle traite ces données dans le respect des droits et obligations issues de la loi « Informatique et Libertés » et du RGPD.

15. CONFIDENTIALITE

Les Utilisateurs reconnaissent que les Données échangées entre elles via la Plateforme sont revêtues de la plus grande confidentialité et qu'à cet égard toute Donnée communiquée à une Etude est protégée par le secret professionnel. L'Opérateur ne sera en aucun cas destinataire des correspondances compte tenu de leur confidentialité.

16. SERVICE UTILISATEURS

Toute question ou réclamation concernant l'utilisation ou le fonctionnement de l'Application peut être formulée selon les modalités suivantes:

- Par courrier électronique à l'adresse suivante: contact@smartpreuve.com;
- Par courrier à LEGAL STORM / SMARTPREUVE 1 cours du Havre 75008 PARIS

17. VALIDITE DES CGUV

Si l'une quelconque des stipulations des présentes CGUV venait à être déclarée nulle au regard d'une disposition législative ou réglementaire en vigueur et/ou d'une décision de justice ayant autorité de la chose jugée, elle sera réputée non écrite mais n'affectera en rien la validité des autres clauses qui demeureront pleinement applicables.

Une telle modification ou décision n'autorise en aucun cas les Utilisateurs à méconnaître les présentes Conditions Générales d'Utilisation et de Vente.

18. MODIFICATION DES CGUV

Les présentes CGUV s'appliquent à tout Utilisateur navigant sur l'Application.

Les CGUV pourront être modifiées et mises à jour par l'Opérateur à tout moment, notamment pour s'adapter à l'évolution législative ou réglementaire.

Les CGUV applicables sont celles en vigueur au moment de la navigation sur l'Application.

19. DISPOSITIONS GENERALES

Le fait que l'une des Parties n'ait pas exigé l'application d'une clause quelconque des présentes CGUV, que ce soit de façon permanente ou temporaire, ne pourra en aucun cas être considéré comme une renonciation à ladite clause.

En cas de difficulté d'interprétation entre l'un quelconque des titres figurant en tête des clauses, et l'une quelconque de celles-ci, les titres seront déclarés inexistantes.

20. COMPETENCE ET DROIT APPLICABLE

LES PRESENTES CGUV SONT REGIES PAR LE DROIT FRANÇAIS.

En cas de différend survenant entre l'Opérateur et un Utilisateur au sujet de l'interprétation, de l'exécution ou de la résiliation des présentes, les Parties s'efforceront de le régler à l'amiable.

Dans un tel cas de figure, l'Utilisateur est tout d'abord invité à contacter le service client de l'Opérateur par courriel à contact@smartpreuve.com ou par courrier à l'adresse suivante :LEGAL STORM / SMARTPREUVE 1 cours du Havre 75008 PARIS.

Si un tel accord amiable ne peut être trouvé dans un délai de trente jours à compter du jour où la Partie ayant soulevé le litige a adressé à l'autre Partie un courrier pour exposer ses griefs, le litige sera soumis à un préalable de médiation conventionnelle en ligne, à peine d'irrecevabilité de toute demande en justice qui serait formulée sans respect de ce préalable.

La médiation sera réalisée via la plateforme madedecision.com conformément au règlement de médiation applicable au jour de la convention, et aux conditions générales d'utilisation de la plateforme madedecision.com.

En cas d'inaccessibilité de cette plateforme de médiation en ligne au moment de la mise en œuvre de la présente clause, les Parties s'accordent pour saisir tout service de médiation en ligne équivalent, présentant toute garantie d'indépendance, de rapidité et de confidentialité.

À défaut encore d'accessibilité d'un service équivalent, la Partie souhaitant mettre en œuvre la présente clause de médiation notifiera son intention à l'autre Partie, en désignant un médiateur ou un centre de médiation de son choix. Le récipiendaire de la proposition de médiation disposera d'un délai de 30 jours pour y répondre, et ne pourra refuser le médiateur ou le centre de médiation que sur juste motif.

La médiation ne présentant pas un caractère obligatoire, l'Utilisateur consommateur ou l'Opérateur peut à tout moment se retirer du processus.

Dans l'hypothèse où la médiation échouerait ou ne serait pas envisagée, le litige ayant pu donner lieu à une médiation sera confié au tribunal compétent.